

**Union européenne - Avenir de la
politique régionale de l'Union
européenne post 2020 -
Communiqué de presse du
ministère de la cohésion des
territoires**
(Paris, 12 avril 2018)

Jacques Mézard a participé à la réunion du Conseil des affaires générales dédié à l'avenir de la politique régionale de l'Union européenne post 2020

La France réaffirme la volonté de ne pas opposer les politiques les plus anciennes (PAC, politique de cohésion, ...) avec les nouvelles priorités (transition écologique, sécurité, migrations, ...), soulignant ainsi l'ambition globale qu'elle porte pour l'Union européenne.

"Il ne s'agit en aucun cas d'opposer la PAC et la politique de cohésion. Nous menons un combat commun, pour une politique de cohésion qui couvre l'ensemble des régions. Nous avons besoin d'accélérer et valoriser le travail permettant de montrer à quoi sert l'Europe. Ce qui est en jeu est fondamental pour l'avenir de l'Europe. Moins de cohésion n'est pas envisageable alors que nos concitoyens ont des doutes sur la construction européenne. L'Europe a non seulement un sens mais est indispensable à l'avenir de nos pays."

La France bénéficie aujourd'hui de 27 milliards d'euros au titre des fonds européens. Ils permettent aux territoires français en métropole comme en outre-mer d'innover, de gagner en compétitivité, de créer de l'emploi mais aussi de densifier, avec les autres Etats de l'Union, les réseaux de développement, de formation, de recherche sur des thématiques d'avenir.

Le ministre a rappelé à ses homologues de tous les Etats-membres que la politique de cohésion est une politique concrète pour les citoyens de l'Union Européenne et sa principale politique d'investissement (un tiers du budget européen). Il y a aujourd'hui en France un large consensus de l'ensemble des niveaux de collectivités et de leurs associations en faveur du renforcement de cette politique.

"J'entends continuer à travailler en concertation avec les régions car l'intérêt de nos territoires justifie d'éviter toute polémique inutile et d'oeuvrer ensemble pour nos concitoyens et pour la construction de l'Europe." a déclaré Jacques Mézard.

La nouvelle politique de cohésion devrait soutenir les projets de territoires qui créent des emplois et renforcer la compétitivité des zones les plus fragiles et ce dans toutes les régions d'Europe. La convergence économique des territoires en rattrapage et en stagnation, la convergence sociale et le renforcement de la coopération territoriale européenne sont

prioritaires./.

(Source : site Internet du ministère de la cohésion des territoires)